

CONVENTION DE DONNS DE DENRÉES ALIMENTAIRES ENTRE UN OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE ET UNE ASSOCIATION D'AIDE ALIMENTAIRE HABILITÉE

EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 266-2
DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

ENTRE les soussignés :

- L'opérateur de restauration collective « », dont le siège social est à immatriculée au registre du commerce et des sociétés de sous le n°, préparant ses repas dans la cuisine située à, (avec un agrément n°, le cas échéant) représentée par son(sa) Président(e)/Gérant(e) Monsieur/Madame dûment habilité(e) à l'effet des présentes ;

Ci-après dénommée l'«OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE»

D'UNE PART,

ET

- L'ASSOCIATION , association de loi 1901 enregistrée à la préfecture de domiciliée, représentée par son(sa) Président(e) Monsieur/Madame dûment habilité(e) à l'effet des présentes ;

Ci-après dénommée l'«ASSOCIATION »

D'AUTRE PART,

ci-après dénommés ensemble les « Parties » ou chacune une « Partie ».

CONSIDÉRANT :

L'ordonnance n° 2019-1069 du 21 octobre 2019 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et son décret d'application, qui impose aux opérateurs de la restauration collective préparant plus de 3000 repas par jour de proposer à une ou plusieurs associations habilitée(s) à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire de conclure une convention précisant les modalités selon lesquelles les denrées alimentaires lui (leur) sont cédées à titre gratuit ;

L'article 19 de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République soumettant à une nouvelle obligation déclarative les organismes qui délivrent des reçus, des attestations ou tous autres documents par lesquels ils indiquent à un contribuable qu'il est en droit de bénéficier des réductions d'impôt prévues pour les particuliers (article 200 du CGI), pour les entreprises (article 238 bis du CGI) et pour les redevables de l'impôt sur la fortune immobilière (article 978 du CGI). L'article 222 bis du CGI indique que les organismes doivent déclarer chaque année à l'administration fiscale le montant global des dons et versements mentionnés sur ces documents ainsi que le nombre de reçus délivrés selon un modèle fixé par l'administration ;


Les réglementations européenne et nationale relatives à l'hygiène et à la sécurité sanitaire des aliments, notamment :

- le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 qui pose le principe fondamental de la responsabilité des exploitants du secteur alimentaire ; chacun étant responsable des étapes de la production, de la transformation et de la distribution dans la ou les entreprises placées sous son contrôle ;
- le règlement (CE) n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;
- le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 qui précise les conditions d'agrément des établissements qui mettent sur le marché des produits d'origine animale ;
- le règlement (UE) n°1169/2011 du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires ;
- la communication de la Commission « Lignes directrices de l'Union européenne sur les dons alimentaires (2017/C 361/01) »
- la communication de la Commission « Lignes directrices relatives aux plans de maîtrise sanitaire de toutes les activités du commerce de détail alimentaire, y compris les dons alimentaires (2020/C 199/01) » ;
- le décret du 28 décembre 2016 relatif aux dons de denrées alimentaires entre un commerce de détail alimentaire et une association d'aide alimentaire habilitée en application de l'article L. 230-6 du code rural et de la pêche maritime ;
- le décret n° 2020-1274 du 20 octobre 2020 relatif aux dons de denrées alimentaires prévus à l'article L. 541-15-6 du code de l'environnement, à leur qualité et aux procédures de suivi et de contrôle de leur qualité ;
- l'arrêté du 21 décembre 2009 modifié et l'arrêté du 8 octobre 2013, qui établissent les températures maximales de conservation des denrées alimentaires applicables au stade de la remise directe et du transport et définissent les notions de préparations culinaires élaborées à l'avance et d'excédents ;
- l'arrêté du 8 juin 2006, qui précise par son titre III et ses annexes 3 et 4 les conditions d'application en France de la dérogation à l'agrément sanitaire, notamment dans le cas de la cession de denrées à des établissements caritatifs ;
- l'arrêté du 7 janvier 2021 fixant les catégories de denrées alimentaires qui sont exclues du don compte tenu du risque sanitaire que leur conservation peut engendrer ;
- l'instruction technique DGAL/SDSSA/2022-430 du 06-06-2022 relative aux activités de commerce de détail de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant, qui détaille les modalités de mise en œuvre des arrêtés précédents.

ÉTANT EXPOSÉ QUE :

Depuis plusieurs années, l'augmentation du nombre de personnes en situation de pauvreté conduit plus de 5,5 millions de personnes à avoir recours à l'aide alimentaire dispensée sur l'ensemble du territoire par les associations et les institutions.

Les actions de soutien alimentaire mises en œuvre par l'ASSOCIATION constituent un levier d'inclusion sociale des personnes aidées. Elles s'articulent autour d'une démarche soucieuse de l'équilibre nutritionnel, respectueuse de la dignité des personnes.



Pour disposer des moyens de répondre aux besoins alimentaires, les bénévoles et salariés de l'ASSOCIATION recherchent toutes les formes de soutiens financiers et matériels permettant d'y faire face et mettent en place des actions de collectes de denrées alimentaires notamment auprès des enseignes de la grande distribution.

Ces actions de récupération de denrées alimentaires complètent celles du Fonds Social Européen (FSE+) et des collectes nationales d'alimentation.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE propose des produits alimentaires.

Dans le cadre de son activité, l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE peut être amené à sortir de la commercialisation certaines marchandises, notamment pour éviter de présenter plusieurs fois le même plat, ou pour éviter une perte due à l'arrêt du service au consommateur (veille de week-end, de vacances...).

Dans le cadre d'une politique de développement durable et dans une volonté d'inscrire son activité dans une démarche citoyenne et humanitaire (afin notamment de permettre l'alimentation quotidienne de personnes démunies et d'éviter de gaspiller des denrées alimentaires encore consommables dans des délais courts), l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE a décidé d'apporter son aide à l'association en organisant un partenariat avec cette dernière.

L'ASSOCIATION reconnaît être une association caritative habilitée, conformément aux articles L. 266-1 et L. 266-2 du code de l'action sociale et des familles, dont la vocation est de distribuer de l'aide alimentaire qui « a pour objet la fourniture de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies » et l'accompagnement plus global des personnes en situation de pauvreté, et est à ce titre habilitée à distribuer de l'aide alimentaire.

L'ASSOCIATION déclare pouvoir délivrer des **reçus fiscaux** permettant à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE de justifier auprès des services de la Direction générale des finances publiques l'existence d'un don de produits alimentaires à un organisme visé à l'article 238 bis du code général des impôts (CGI) lui ouvrant droit au bénéfice de la réduction d'impôt prévue à ce même article.

Dans ce cadre, l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE propose à titre gratuit à l'ASSOCIATION, des denrées alimentaires encore consommables, ce que l'ASSOCIATION accepte dans les conditions précisées dans les articles ci-dessous. En contrepartie, elle s'engage à délivrer, à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE un reçu fiscal de dons établi conformément aux préconisations de l'article 7.

L'ASSOCIATION réceptrice dispose de moyens permettant, le cas échéant, de transporter et/ou de stocker les denrées dans le respect des obligations de conformité de température et des règles d'hygiène et de sécurité des aliments (cf. réglementation et guide des bonnes pratiques d'hygiène en vigueur). Elle confie cette (ces) action(s) de réception à des personnes préalablement formées ou informées au respect de ces règles.

Dans ce contexte les Parties ont décidé de conclure la présente convention de partenariat. Les Parties conviennent que cette convention a pour objet de formaliser et de fixer un cadre strict aux dons que l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, en fonction de ses stocks et disponibilités, acceptera de faire à l'ASSOCIATION.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'encadrer les conditions dans lesquelles l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE cède à l'ASSOCIATION, à titre gratuit, des denrées alimentaires.

Ces dons sont librement consentis et acceptés par les Parties aux conditions ci-dessous énoncées.

Il est convenu entre les Parties que la présente convention ne constitue en aucune manière un contrat de société ou un contrat de travail. Par ailleurs, il est expressément convenu que la présente convention ne comporte aucune quantité minimale de denrées à donner pour l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE ou à ramasser pour l'ASSOCIATION, étant précisé qu'elle ne présente aucun caractère d'exclusivité, l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE se réservant le droit de conclure des conventions similaires avec d'autres associations habilitées.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE fait don, sans contrepartie et dans une intention libérale, des produits, en faveur de l'ASSOCIATION qui y consent et en devient propriétaire à compter de la signature du bordereau d'enlèvement rempli contradictoirement par les deux parties. Ce don ne pourra en aucun cas entraîner une responsabilité pécuniaire de L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE et de l'ASSOCIATION dans leurs relations contractuelles.

ARTICLE 2 – DENRÉES

2.1 DENREES CONCERNÉES

Rappel des dispositions réglementaires

Les denrées mises à disposition ne sont pas dangereuses conformément à l'article 14 du règlement 178/2002¹, soit ni préjudiciables à la santé, ni impropres à la consommation humaine. En particulier, aucune denrée dont la date limite de consommation (DLC) est dépassée ne peut être distribuée. Aucune denrée d'origine animale relevant des catégories fixées par l'arrêté du 7 janvier 2021 susvisé ne peut faire partie des lots donnés.

*Pour les denrées soumises à une date limite de consommation (DLC), le délai restant jusqu'à son expiration est, au jour de prise en charge du don par l'association d'aide alimentaire, **égal ou supérieur à 48 heures**. Ce délai peut être inférieur si l'association est en mesure de justifier qu'elle est apte à redistribuer les denrées concernées avant l'expiration de la date limite de consommation².*

Concernant le cas particulier du don d'œufs, depuis le 8 décembre 2022, les œufs en coquille cédés par l'opérateur doivent être remis à l'association dans un délai n'excédant pas 28 jours après la ponte (modification de l'Annexe III, section X, chapitre I, point 3 du règlement (CE) n°853/2004 par le Règlement 2022/2258 du 09/09/2022³).

Les denrées mises à disposition par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE ne comprennent pas de denrées que le Guide des bonnes pratiques d'hygiène en vigueur préconise de refuser (voir Fiche 1 de ce guide).

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE et l'ASSOCIATION choisissent le mode de transport suivant (rayer la mention inutile) : liaison froide uniquement / liaison chaude uniquement.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE est seul décisionnaire, en fonction de ses disponibilités et de ses stocks, du choix des produits qu'il souhaite donner à l'ASSOCIATION.

2.2 CONDITIONNEMENT DES DENRÉES

Rappel des dispositions réglementaires

Les lots de contenants doivent être accompagnés des informations visées par le règlement (UE) n° 931/2011⁴, à savoir une description exacte des denrées, le volume ou la quantité de denrées, les nom et adresse de l'expéditeur des denrées voire de leur propriétaire, les nom et adresse du destinataire voire de leur futur propriétaire, un numéro de référence identifiant, selon le cas, le lot ou le chargement et la date d'expédition. A ces informations, doivent s'ajouter des recommandations concernant les modalités de stockage (température, notamment) et d'utilisation (passage possible ou non au micro-ondes) des plats. Chaque contenant (barquette, bac gastro, ...) doit mentionner la DLC du produit et, dans la perspective d'un don en liaison chaude, la mention éventuelle d'une première remise en température. Le récépissé de don regroupe utilement ces informations.

Il est convenu entre les Parties que les denrées, suivant leur catégorie, répondent à des critères de conditionnement précis tels que listés en annexe I.

En fonction des contraintes logistiques et des denrées considérées, il pourra être considéré que les produits donnés par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE sont susceptibles de contenir les 14 allergènes listés par l'article 9 du règlement n°1169/2011 du 25 octobre 2011. Dans ce cas, les bénéficiaires seront informés par l'ASSOCIATION de l'impossibilité de garantir l'absence d'ingrédient à l'origine d'allergie alimentaire dans les produits considérés et le produit ne sera pas distribué aux personnes avec une allergie alimentaire identifiée ou supposée.

Le cas échéant, l'hygiène des contenants non jetables fournis par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE dans le cadre du don est assurée par l'ASSOCIATION avant leur retour à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE. A réception par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, celui-ci redevient responsable de l'hygiène des contenants qu'il réutilise.

1. Au sens de l'article 14 du Règlement (CE) 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires

2. Article D. 543-306 du code de l'environnement

3. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=OJ:L:2022:299:FULL&from=FR> soit le 16 décembre 2022

4. Règlement d'exécution (UE) n°931/2011 de la Commission du 19 septembre 2011 relatif aux exigences de traçabilité définies par le règlement (CE) n°178/2002 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les denrées alimentaires d'origine animale

2.3 CONDITIONS DE REFUS DE DENRÉES PAR L'ASSOCIATION

Rappel des dispositions réglementaires

L'association bénéficiaire du don peut en refuser tout ou partie lorsque, notamment, ses capacités de transport, de stockage ou les possibilités de distribution ne sont pas suffisantes ou qu'après contrôle visuel des denrées celles-ci paraissent impropres à la consommation ou que les exigences réglementaires en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire ne sont pas respectées⁵.

En tout état de cause, l'ASSOCIATION se réserve le droit de refuser ponctuellement tout ou partie d'un don en fonction des besoins identifiés des personnes accueillies, ou à l'occasion de la vérification et du contrôle visés en 4.4, ou encore en fonction de ses capacités matérielles et logistiques à recevoir ces denrées.

Dans cette hypothèse, elle devra en informer l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE dans les plus brefs délais afin que celui-ci puisse le cas échéant trouver une solution alternative.

ARTICLE 3 – DURÉE - RÉILIATION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature. À l'issue de cette période, la convention pourra être tacitement reconduite par période d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'échéance du contrat et en respectant un préavis d'un mois. En cas de gestion concédée et de résiliation du contrat de restauration auquel l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE est partie, pour quelle que raison que ce soit, le présent contrat sera automatiquement résilié dès notification adressée par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité de quelque nature que ce soit.

La présente convention peut être dénoncée, sans indemnité, par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect de l'une des clauses de cette dernière.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE RETRAIT, D'ENLÈVEMENT, DE TRANSPORT, DE STOCKAGE ET D'UTILISATION DES DENRÉES

4.1 PERSONNES RÉFÉRENTES

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE désigne, tout au long de l'année, un(e) ou des responsable(s) qui ont en charge la gestion physique et administrative de la remise des dons à l'ASSOCIATION.

L'ASSOCIATION désigne, tout au long de l'année, un(e) responsable et confie la mission de récupération des dons à des personnes qui connaissent les règles de base de l'hygiène et de la sécurité sanitaire des aliments.

4.2. PLAN DE GESTION DE LA QUALITE

Rappel des dispositions réglementaires⁶

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE dispose d'un plan de gestion de la qualité du don⁷ de denrées alimentaires qui comprend :

1° Un plan de sensibilisation de l'ensemble du personnel à la lutte contre le gaspillage alimentaire et au don de denrées alimentaires ;

2° Un plan de formation des personnels chargés de tout ou partie des opérations liées à la réalisation de dons ;

3° Les conditions d'organisation du don de denrées alimentaires, y compris de gestion de la sous-traitance ;

4° Des procédures visant à évaluer la qualité du don, à enregistrer les défauts signalés par l'association destinataire du don de denrées alimentaires et suivre les actions correctives engagées.

5. Article D. 543-307 du code de l'environnement

6. Article D. 543-308 du code de l'environnement

7. Article D. 543-308 du code de l'environnement

Dans chaque établissement, est désignée une personne qualifiée responsable de la coordination, du suivi et du respect de ce plan de gestion. Cette personne veille au respect de l'application des dispositions prévues aux articles D. 543-306 et D. 543-307.

Le plan de gestion de la qualité du don et les résultats des contrôles sont régulièrement communiqués à l'association destinataire du don de denrées alimentaires. Ils alimentent l'obligation de publicité des engagements en faveur de la lutte contre le gaspillage alimentaire mentionnée à l'article L. 541-15-6-1 et sont transmis à l'autorité administrative sur demande.

4.3. SOUS-TRAITANCE

La personne qualifiée responsable de la coordination, du suivi et du respect du plan de gestion de la qualité du don s'assure du respect des obligations qui incombent aux parties par le sous-traitant en cas de sous-traitance d'une ou partie des étapes du processus du don.

4.4 QUALITE DES DENRÉES

Avant chaque enlèvement, l'ASSOCIATION vérifie que l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE a mis à disposition les denrées dans les conditions définies à l'article 2 de la présente convention et contrôle la conformité des températures de conservation des produits. Elle se réserve le droit de refuser les produits dont l'aspect général ne satisfait pas à ces conditions..

4.5 TRI ET TRAÇABILITE DU DON

Rappel des dispositions réglementaires

Le tri des denrées alimentaires respectant les modalités décrites à l'article D. 543-306 du code de l'environnement est effectué par le donateur⁸.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE s'assure que, pour chaque don, les denrées sont préparées et triées pour leur retrait, en contrôlant la DLC et l'état de bonne conservation de ces dernières.

Pour satisfaire aux obligations de traçabilité des denrées alimentaires, un bordereau d'enlèvement est établi par l'interlocuteur référent et fourni à l'ASSOCIATION. Les mentions suivantes y sont apportées :

- libellé du produit ;
- quantité (en Unité de Vente Consommateur, poids, autre unité quantitative) ;
- Un numéro de référence identifiant le lot ou le chargement, selon le cas ;
- La date de prise en charge ;
- Nom, coordonnées et signature du référent don de l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE ;
- Nom, coordonnées et signature du référent don de l'ASSOCIATION.

L'ASSOCIATION doit confirmer, suite au tri effectué en amont par le COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE, après contrôle, la conformité des denrées données en apposant la mention « don pour l'acceptation des marchandises en l'état » ainsi que sa signature sur le bon de retrait ainsi établi. Elle indiquera sur le bon de retrait, le cas échéant, les denrées non-acceptées en les rayant.

Dans l'hypothèse d'un litige sur cet inventaire, les Parties se rapprochent pour effectuer les correctifs nécessaires.

Conformément à ce qui précède, concernant la traçabilité des dons alimentaires, l'ASSOCIATION doit :

- communiquer un numéro de téléphone ou email au COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE ;
- communiquer le nom et la qualité d'une personne ayant compétence pour traiter cette information ;
- prévenir l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE de tout changement pouvant freiner la transmission de l'information (modification de l'interlocuteur, numéro de téléphone, email...) ;
- tenir informées les personnes détentrices des produits en cas de rappel.

En cas d'alerte sanitaire de type « retrait-rappel » l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE s'engage à ce que soit envoyé à l'ASSOCIATION, par email, l'information qui entraînera alors une procédure d'alerte.

L'ASSOCIATION s'engage, en cas de retrait-rappel, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour isoler dans les meilleurs délais toutes les denrées alimentaires concernées et s'engage à respecter les modalités du Guide de bonnes pratiques d'hygiène en vigueur concernant la gestion des alertes.

⁸. Article D. 543-307 du code de l'environnement

4.6 CONDITIONS DE L'ENLEVEMENT DES DENRÉES

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE s'engage à garantir les conditions de stockage appropriées selon les produits (notamment respect des températures) dans l'attente de l'enlèvement de la marchandise par l'ASSOCIATION.

L'ASSOCIATION s'engage à enlever les denrées aux date, heure et lieu convenus en amont avec le responsable mandaté par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE.

Sauf cas de force majeure, l'ASSOCIATION informe l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, au plus tard 24h à l'avance, de l'impossibilité d'enlever les denrées aux date et heure prévues.

L'ASSOCIATION s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité applicables définies par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE..

4.7 TRANSPORT ET STOCKAGE

Livraison des denrées par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE peut proposer à titre gratuit à l'ASSOCIATION le transport des denrées alimentaires vers l'entrepôt désigné par celle-ci. Dans ce cas, le transport reste sous la responsabilité de l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE.

Transport et stockage des denrées par l'ASSOCIATION

Dans le cas où les denrées ne sont pas livrées par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, L'ASSOCIATION reconnaît qu'elle dispose de moyens permettant, le cas échéant, de transporter et/ou de stocker les denrées dans le respect des obligations de conformité de température, et le respect des règles d'hygiène et de sécurité des aliments. Elle confie cette action de réception à des personnes qui connaissent les règles de base de l'hygiène et de la sécurité des aliments et ont reçu à cet effet la formation ou l'information adéquate, conformément au Guide des bonnes pratiques d'hygiène en vigueur applicable au don alimentaire.

L'ASSOCIATION prend à sa charge la responsabilité et tous les frais des opérations d'enlèvement, de chargement, d'arrimage, de transport vers l'établissement de stockage, d'éclatement ou de redistribution, et de déchargement des denrées.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE ne pourra en aucun cas voir sa responsabilité engagée au titre du transport qui est sous la responsabilité de l'ASSOCIATION

4.8 UTILISATION DES DENRÉES

L'ASSOCIATION s'engage à n'utiliser les denrées que dans le cadre de son activité d'aide alimentaire.

À ce titre, l'ASSOCIATION s'engage à distribuer les denrées dans les plus brefs délais et à éliminer, à sa charge, toutes les denrées dont la date limite de consommation serait dépassée dans le cadre de son propre circuit de distribution, qui présenteraient le moindre signe d'altération (boîtes gonflées, perte d'étanchéité ou rupture du conditionnement, etc.) ou qui plus généralement présenteraient manifestement un risque pour la santé ou sécurité des consommateurs.

L'ASSOCIATION s'engage à informer les bénéficiaires de ces dons des conditions nécessaires de conservation et d'utilisation à respecter, compte tenu de la nature du produit et notamment de la proximité de la date limite de consommation ou de la date de durabilité minimale.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DÉCLARATIVES

5.1 OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DE L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE

Rappel des dispositions réglementaires

Conformément au 5 bis de l'article 238 du CGI, le bénéfice de la réduction d'impôt de l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE est subordonné à la condition qu'il soit en mesure de présenter, à la demande de l'administration fiscale, les pièces justificatives répondant à un modèle fixé par l'administration et attestant la réalité des dons et versements (confer annexe 2a).

Il est loisible aux organismes bénéficiaires de dons de délivrer aux entreprises donatrices, au titre du reçu fiscal exigé par la loi, tout type de document répondant effectivement au modèle fixé par l'administration (annexe 2a) selon des modalités précisées en annexe 2b.

Conformément au 6 de l'article 238 bis du CGI, l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE qui effectue au cours d'un exercice plus de 10 000 € de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt doit déclarer à l'administration fiscale le montant et la date de ces dons et versements, l'identité des bénéficiaires ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie. La responsabilité de la valorisation du don, lorsqu'il s'agit d'un don en nature, incombe exclusivement à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE.

Pour les denrées alimentaires données, la valeur retenue pour le calcul de la réduction d'impôt est égale au coût de revient défini à l'article 38 de l'annexe III au CGI (2178-PGURL). Dans le cas où la valorisation des dons en nature serait erronée, les pénalités attribuées l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE sont précisées en annexe 3a.

Le cas particulier des dons réalisés par l'intermédiaire d'un organisme qui intervient en tant que collecteur de fonds est explicité en annexe 3b.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE s'engage à transmettre avant la prise en charge des denrées par l'ASSOCIATION les informations relatives à la valorisation du don. La responsabilité de la valorisation du don incombe exclusivement à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives conformes aux exigences de l'administration fiscales (confer § supra : « Rappel des dispositions réglementaires ») attestant la réalité des dons consentis et permettant leur valorisation.

Ce **reçu fiscal** doit comporter :

- l'identification de l'ASSOCIATION bénéficiaire et de l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE donateur ;
- la valeur totale des dons en nature en toutes lettres, déterminée par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE et reportée par l'ASSOCIATION ;
- la description exhaustive des denrées reçues et acceptées (nature et quantité) prises en charge par l'ASSOCIATION ;
- la date ou période au cours de laquelle les dons ont été effectués.

L'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE s'engage à reprendre tout ou partie des dons alimentaires qu'il propose que l'ASSOCIATION n'accepte pas, et qui ne seront donc inéligibles à la réduction d'impôt.

5.2. OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DE L'ASSOCIATION

Rappel des dispositions réglementaires

L'ASSOCIATION doit avoir connaissance de la valorisation du don pour pouvoir émettre le reçu fiscal permettant à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE de bénéficier de la réduction d'impôt. L'ASSOCIATION se fait communiquer par tout moyen le montant de la valorisation déterminé par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, sous la responsabilité de ce dernier (confer article 7).

La délivrance du justificatif incombe à l'ASSOCIATION. L'ASSOCIATION n'a pas à justifier de la valeur des biens et services reçus qu'elle reporte sur son reçu fiscal.

Dans le cas où l'ASSOCIATION ou l'organisme collecteur de fonds ne respecterait pas les conditions posées par l'article 238bis du code général des impôts (CGI) (22253-PGURL) et délivrerait sciemment des reçus fiscaux permettant d'obtenir indûment cette réduction d'impôt à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, des pénalités sont prévues et précisées en annexe 3c.

À titre de simplification, l'ASSOCIATION a la possibilité d'établir un reçu unique pour la totalité des dons effectués par l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE au cours de l'exercice fiscal de l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, sous réserve de fournir une description exhaustive des denrées alimentaires reçues (nature et quantité) au titre des dons en nature.

L'ASSOCIATION est tenue de déclarer chaque année le montant global des dons et versements mentionnés sur ces documents et perçus au cours de l'année civile précédente ou au cours du dernier exercice clos s'il ne coïncide pas avec l'année civile, ainsi que le nombre de documents délivrés au cours de cette période ou de cet exercice. Le montant du don déclaré est celui figurant sur le reçu fiscal. Les modalités relatives à la déclaration et les pénalités prévues en cas de défaut de production dans les délais prescrits ou d'omission/inexactitude sont précisées en annexe 3d.



Conformément à l'article 222 bis du CGI, l'ASSOCIATION déclare pouvoir délivrer des reçus fiscaux par lesquels elle indique à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE qu'il est en droit de bénéficier de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du CGI (22253-PGURL).

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

Toute communication externe ou interne en lien avec la présente convention, ainsi que sur les modalités de coopération au titre de la présente convention entre l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE et l'ASSOCIATION, devra être préalablement soumise à l'approbation des deux Parties.

Le cas échéant, chacune des deux Parties s'engage à respecter le plan de communication établi conjointement et à faire valider avant publication par écrit à l'autre Partie l'ensemble des supports de communication mis en place dans le cadre de la présente convention

ARTICLE 7 – ASSURANCE – RESPONSABILITÉ

Chacune des Parties justifiera, à la signature de la présente convention, d'une assurance responsabilité civile couvrant l'ensemble de ses activités et les conséquences dommageables liées à son activité.

L'ASSOCIATION prend, dès la signature du bon de retrait, la responsabilité des denrées, conformément à ce qui est exprimé dans l'instruction technique DGAL/SDSSA/2022-430 du 8 juin 2022 susvisée. Toute utilisation des produits issus des dons de l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE telle que la préparation, la remise en température, la conservation, l'usage et la distribution s'effectuera sous la seule et unique responsabilité de l'ASSOCIATION qui s'engage à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires applicables à ces opérations, notamment en matière d'hygiène.

ARTICLE 8 – COLLABORATION

Chacune des Parties s'engage à informer l'autre Partie de toute difficulté de quelque ordre qu'elle soit à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Un bilan du partenariat sera établi annuellement entre l'ASSOCIATION et l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE, et notamment un état des lieux de la qualité du don.

ARTICLE 9 – FORCE MAJEURE

Si, par suite d'un cas de force majeure, au sens de l'article 1218 du code civil, l'une ou l'autre des Parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations au titre de la présente convention, l'exécution de celle-ci serait suspendue pendant la durée de cette force majeure.

Chaque Partie s'engage à avertir immédiatement l'autre Partie de tout événement de force majeure l'affectant.

Dans l'hypothèse où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à un mois, l'autre Partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des deux Parties.

ARTICLE 11 – INCESSIBILITÉ

La présente convention est conclue intuitu personae, elle est incessible et intransmissible sauf accord exprès de l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE et de l'ASSOCIATION.

Toutefois, l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE pourra céder la convention à toute société du Groupe auquel elle appartient ; il en informera alors l'ASSOCIATION.

ARTICLE 12 – INDÉPENDANCE DES CLAUSES

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention (ou de tout document qui y est annexé), devait être déclarée illégale, nulle, inapplicable ou inopposable, en tout ou partie par toute juridiction compétente, elle sera considérée comme non écrite et toutes les autres stipulations de l'ensemble contractuel connexe demeureront pleinement en vigueur.

ARTICLE 13 – DOMICILIATION

Les Parties élisent domicile à l'adresse de leurs établissements respectifs.

Tout changement d'adresse de l'une des Parties devra faire l'objet d'une notification à l'autre Partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, tant que subsistera l'éventualité de la mise en œuvre d'une ou plusieurs des obligations prévues au titre de la présente convention.

ARTICLE 14 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes contestations relatives à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution des présentes ou à la résiliation de la présente convention et de leurs suites donneront lieu, préalablement à toute démarche contentieuse, à la recherche d'un règlement amiable par les Parties. Lorsqu'une Partie notifie à l'autre Partie par écrit une contestation et/ou une réclamation, les deux Parties devront se réunir et essayer de trouver une solution amiable au litige qui les oppose.

Cette tentative de trouver un accord amiable devra intervenir au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification écrite de la contestation et/ou de la réclamation par la Partie plaignante à l'autre Partie.

À défaut de trouver un accord amiable dans les délais impartis, le litige sera porté devant le Tribunal du ressort dont dépend le siège social ou domicile du défendeur.

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

Fait à

Le

En 2 (deux) exemplaires originaux,

Pour l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE,

Pour l'ASSOCIATION,



ANNEXE I

CRITÈRES DE CONDITIONNEMENT DES DENRÉES

- **Denrées surgelées et congelées :**

- *Emballage primaire non fuité, déchiré, perforé*
- *Absence de glace excessive sur l'emballage*
- *Produits non collés ensemble par de la glace*
- *Absence de produits malléables*
- *Absence de produits décongelés*

- **Conserves alimentaires :**

- *Absence de boîtes de conserve bombées, rouillées*
- *Absence de déformations des boîtes notamment au niveau des sertis*

- **Autres denrées :**

- *Absence de gonflement anormal du conditionnement*
- *Maintien des produits sous vide, emballage épousant la forme du produit*
- *Emballage primaire intègre, non percé*
- *Couleur normale de la denrée*
- *Absence de moisissures, zone fragilisée, d'aspect anormal*

ANNEXE II - A



Reçu des dons et versements effectués par les entreprises au titre de l'article 238 bis du code général des impôts

2041-MEC-SD



N° Cerfa : 16216*01

Numéro d'ordre du reçu

Organisme bénéficiaire des dons et versements	
Dénomination de l'organisme :	
Numéro SIREN ou RNA ¹ :	
Adresse :	
N°	Rue
Code postal	Commune
Pays	
Objet ²	
Cochez la case qui vous concerne :	
<input type="checkbox"/>	Oeuvre ou organisme d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises. Précisez si vous êtes : <input type="checkbox"/> Association loi 1901 <input type="checkbox"/> Association ou fondation reconnue d'utilité publique par décret en date du _____ publié au Journal officiel du _____ ou association située dans le département de la Moselle, du Bas-Rhin ou du Haut-Rhin dont la mission a été reconnue d'utilité publique par arrêté en date du _____ <input type="checkbox"/> Fondation universitaire ou fondation partenariale mentionnées respectivement aux articles L.719-12 et L.719-13 du code de l'éducation <input type="checkbox"/> Fondation d'entreprise <input type="checkbox"/> Musée de France <input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif fournissant gratuitement une aide alimentaire, des soins médicaux ou des produits de première nécessité à des personnes en difficulté ou favorisant leur logement <input type="checkbox"/> Autres (précisez ³) :
<input type="checkbox"/>	Association culturelle ou établissement public des cultes reconnus d'Alsace-Moselle
<input type="checkbox"/>	Etablissement d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique public ou privé, d'intérêt général, à but non lucratif
<input type="checkbox"/>	Etablissement d'enseignement supérieur consulaire mentionné à l'article L. 711-17 du code de commerce
<input type="checkbox"/>	Société ou organisme public ou privé agréé par le ministre chargé du budget en vertu de l'article 4 de l'ordonnance n° 58-882 du 25 septembre 1958 relative à la fiscalité en matière de recherche scientifique et technique Date de l'agrément : _____
<input type="checkbox"/>	Organisme public ou privé dont la gestion est désintéressée et qui a pour activité principale la présentation au public d'oeuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques, cinématographiques, audiovisuelles et de cirque ou l'organisation d'expositions d'art contemporain
<input type="checkbox"/>	Projet de thèse proposé au mécénat de doctorat par une école doctorale
<input type="checkbox"/>	Société, dont l'Etat est l'actionnaire unique, qui a pour activité la représentation de la France aux expositions universelles
<input type="checkbox"/>	Société nationale de programme mentionnée à l'article 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et affectés au financement de programmes audiovisuels culturels
<input type="checkbox"/>	Société nationale de programme mentionnée au III de l'article 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et affectés au financement des activités des formations musicales dont elle assure la gestion et le développement
<input type="checkbox"/>	Fondation du patrimoine ou fondation ou association reconnue d'utilité publique qui subventionnent des travaux sur des monuments historiques dans le cadre des conventions prévues à l'article L.143-2-1 et L. 143-15 du code du patrimoine Le cas échéant, date de l'agrément : _____
<input type="checkbox"/>	Fonds de dotation

1. Pour les associations inscrites d'Alsace-Moselle, numéro d'inscription au registre des associations du Tribunal d'instance.
2. Cochez la case qui vous concerne et précisez l'objet si nécessaire.
3. Collectivités locales, Etat, OIP, établissements publics, etc.

<input type="checkbox"/>	Organisme agréé ayant pour objet exclusif d'accorder des aides financières ou de fournir des prestations d'accompagnement à des petites et moyennes entreprises (4 de l'article 238 bis du CGI) Date de l'agrément : _____
<input type="checkbox"/>	Fédération ou union d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de représenter et de promouvoir les organismes agréés en application du 4 de l'article 238 bis du code général des impôts Date de l'agrément : _____
<input type="checkbox"/>	Organismes ayant pour objet la sauvegarde, contre les effets d'un conflit armé, des biens culturels mentionnés à l'article 1 ^{er} de la Convention du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (5 de l'article 238 bis du CGI)
<input type="checkbox"/>	Organisme établi dans un État membre de l'Union européenne autre que la France ⁴ poursuivant des objectifs et présentant des caractéristiques similaires aux organismes précités Le cas échéant, date de l'agrément : _____

Entreprise donatrice	
Dénomination de l'entreprise : _____	
Forme juridique : _____	
Numéro SIREN : _____	
Adresse : _____	
N° _____	Rue _____
Code postal _____	Commune _____

Dons et versements effectués par l'entreprise	
L'organisme bénéficiaire reconnaît avoir reçu, au titre de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du code général des impôts, des dons en nature pour une valeur en euros égale à ⁵ : _____ euros	
Indiquez la valeur totale des dons en nature en toutes lettres : _____	
Description exhaustive des biens et prestations reçus et acceptés ⁶ (nature et quantité) ⁷ et détail des salariés mis à disposition : _____ _____ _____	
L'organisme bénéficiaire reconnaît avoir reçu, au titre de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du code général des impôts, des versements pour une valeur totale égale à : _____ euros	
Indiquez le total des versements en toutes lettres : _____	
Forme des versements ⁸ : <input type="checkbox"/> Remise d'espèces <input type="checkbox"/> Chèque <input type="checkbox"/> Virement, prélèvement ou carte bancaire <input type="checkbox"/> Autre	
Montant total des dons et versements reçus par l'organisme : _____ euros	
Indiquez le montant total des dons et versements en toutes lettres : _____	
Date ou période au cours de laquelle les dons et versements ont été effectués ⁹ : _____	
	Date et signature
	Le _____

4. Ou en Norvège, Islande ou Liechtenstein.

5. L'organisme bénéficiaire des dons en nature reporte sur le reçu fiscal le montant indiqué par l'entreprise donatrice.

6. L'entreprise ne peut pas prétendre au bénéfice de la réduction d'impôt à raison des dons en nature refusés par l'organisme.

7. La description peut être établie par l'organisme bénéficiaire sur papier libre signé, daté et joint à la présente attestation.

8. L'organisme bénéficiaire des versements peut cocher une ou plusieurs cases.

9. L'organisme bénéficiaire peut établir un reçu unique pour plusieurs dons et versements effectués lors d'une période déterminée (à titre d'exemple, un mois, un trimestre, l'année civile ou encore l'exercice fiscal de l'entreprise donatrice). L'organisme bénéficiaire devra cependant s'assurer que la période sur laquelle porte le reçu fiscal n'est pas à cheval sur deux exercices fiscaux différents de l'entreprise donatrice, notamment dans le cas où l'exercice fiscal de l'entreprise donatrice ne coïncide pas avec l'année civile.

ANNEXE II - B

Le formulaire « Reçu au titre des dons et versements effectués par les entreprises au titre de l'article 238 bis du code général des impôts », CERFA n° XXX, est disponible sur le site www.impots.gouv.fr⁸. En ce sens, ces organismes peuvent utiliser un document dont la forme diffère de celle du formulaire n°2041-MEC-SD, dès lors que le document utilisé comporte les mêmes mentions que le modèle établi par l'administration. De la même manière, les organismes bénéficiaires de dons peuvent utiliser plusieurs documents (par exemple, l'un pour les dons en numéraire, l'autre pour les dons en nature), dès lors que les documents comportent les mêmes mentions prévues par le modèle établi par l'administration en fonction de la forme du don. Il appartient à l'organisme bénéficiaire des dons d'apporter une attention particulière au respect des mentions présentes sur les reçus fiscaux qu'il émet si ceux-ci diffèrent, en la forme, du modèle fourni par l'administration, faute de quoi l'entreprise donatrice pourrait se voir refuser le bénéfice de la réduction d'impôt.

ANNEXE III - A

Dans le cas où la valorisation des dons en nature serait erronée, le COMMERCE DE DETAIL ne peut se prévaloir de l'application de l'amende fiscale visée à l'article 1740 A du CGI (2720-PGURL) y compris dans l'hypothèse où il disposerait d'un reçu fiscal délivré par l'association. Le COMMERCE DE DETAIL supportera le redressement fiscal correspondant à la réduction d'impôt dont il a indûment bénéficié. La rectification peut être assortie des pénalités prévues à l'article 1729 du CGI si le manquement délibéré est établi.

ANNEXE III - B

Lorsque les dons sont réalisés par l'intermédiaire d'un organisme qui n'intervient qu'à titre de simple collecteur de fonds, cet organisme n'est pas lui-même éligible au régime fiscal du mécénat et ne peut donc pas émettre de reçus fiscaux. Pour autant, les dons et versements effectués auprès de l'organisme collecteur ouvrent droit à la réduction d'impôt lorsque l'ASSOCIATION est éligible au régime fiscal du mécénat. Tel est le cas des collectes de dons organisées par les sociétés d'amis, ainsi que des dons et versements reçus par les fondations et associations reconnues d'utilité publique pour le compte d'organismes d'intérêt général mentionnés au a du 1 de l'article 238 bis du CGI (22253-PGURL). Dans ce cas, l'ASSOCIATION se fait communiquer par l'organisme collecteur l'identité de l'entreprise donatrice afin de pouvoir lui délivrer un reçu fiscal.

ANNEXE III - C

L'ASSOCIATION ne respectant pas les conditions posées par l'article 238 bis du code général des impôts (CGI) (22253-PGURL) et qui délivre sciemment des reçus fiscaux permettant d'obtenir indûment cette réduction d'impôt à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE est passible de l'amende fiscale prévue au premier alinéa de l'article 1740 A du CGI (2720-PGURL). Le taux de l'amende est égal à celui de la réduction d'impôt et son assiette est constituée par les sommes indûment mentionnées sur les reçus délivrés à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE. L'article 1740 A du CGI ne s'applique pas en cas de valorisation erronée comme visé au 5.1. Lorsque les dons et versements sont réalisés par l'intermédiaire d'un organisme qui n'intervient qu'à titre de simple collecteur de fonds, l'amende prévue au premier alinéa de l'article 1740 A du CGI est applicable à l'ASSOCIATION qui a sciemment délivré à l'OPÉRATEUR DE RESTAURATION COLLECTIVE un reçu fiscal permettant d'obtenir indûment la réduction d'impôt.

ANNEXE III - D

Cette déclaration est effectuée sur la déclaration d'IS au taux normal (2065-SD) de l'association, à défaut sur la déclaration d'IS au taux réduit (20708SD) de l'association ou si l'association ne dépose pas une de ces déclarations d'IS sur le formulaire « Déclaration des dons » disponible sur le site www.demarches-simplifiees.fr. Les informations relatives à cette obligation déclarative sont disponibles sur impots.gouv.fr.

La déclaration doit être faite dans les trois mois de la clôture de l'exercice. Si l'exercice est clos le 31 décembre ou si aucun exercice n'est clos au cours d'une année, la déclaration est à déposer au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 1er mai.

Conformément à l'article 1729 B du CGI (21947-PGURL), le défaut de production dans les délais prescrits de la déclaration prévue à l'article 222 bis du CGI entraîne l'application d'une amende de 150 €. L'amende est portée à 1 500 € en cas d'infraction pour la deuxième année consécutive à l'obligation de dépôt.

Par ailleurs, les omissions ou inexactitudes constatées entraînent une amende dans les conditions fixées au 2 de l'article 1729 B du CGI (15 € par omission ou inexactitude, avec un plancher de 60 €).

Toutefois, l'amende prévue au 2 de l'article 1729 B du CGI n'est pas applicable en cas de première infraction commise au cours de l'année civile en cours et des trois années précédentes, lorsque l'organisme a réparé l'infraction, soit spontanément, soit dans les trente jours suivant une demande de l'administration (CGI, art. 1729 B, 3).